

CHAPITRE XII

La sociologie électorale des libéraux francophones

Caroline CLOSE

La sociologie électorale vise à analyser les comportements de vote. Elle tend principalement à comprendre *comment* les électeurs effectuent leur choix : en fonction de leurs caractéristiques sociales¹, de leur appartenance à certains groupes ou segments de la société², de leur sentiment de proximité avec un parti³, de leurs opinions sur des enjeux liés aux clivages qui traversent la société⁴, mais aussi en fonction de facteurs de court terme tels que l'influence des candidats et des campagnes⁵.

Sur la base de données collectées lors du triple scrutin de mai 2014⁶, ce chapitre dresse le portrait de l'électorat libéral francophone. Qui sont les électeurs du MR ?

¹ Ou vote dit « structurel », théorisé par l'Ecole de Columbia aux Etats-Unis dans la période d'après-guerre, et dont l'ouvrage de référence est Paul LAZARFELD, Bernard BERELSON, et Hazel GAUDET, *The People's Choice : How the Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1948.

² Bernard BERELSON, Paul LAZARFELD et William MCPHEE, *A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, The University of Chicago Press, 1954.

³ Appelée aussi « identification partisane » dans l'Ecole de Chicago (Angus CAMPBELL, Philip E. CONVERSE, Warren E. MILLER et Donald E. STOKES, *The American Voter*, New York, Wiley and sons, 1960).

⁴ Théorie de l'« issue-voting ». Voir notamment : Norman H. NIE, Sidney VERBA et John R. PETROCIK, *The Changing American Voter*, Cambridge, Harvard University Press, 1976 ; Anthony DOWNS, *Une théorie économique de la démocratie*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2013 (*An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957).

⁵ Un autre champ de la sociologie électorale s'intéresse au *pourquoi* les électeurs votent-ils : ce champ vise à comprendre les déterminants de la participation électorale et s'insère dans la littérature plus large traitant de la participation politique.

⁶ Pour rappel, trois élections ont eu lieu simultanément : élections législatives fédérale, régionale et européenne.

Les analyses se concentrent sur les deux modèles explicatifs dominants de la sociologie électorale belge. D’abord, le modèle sociologique ou structurel : le chapitre analyse l’influence des caractéristiques socio-démographiques (âge, genre, diplôme, religion, statut socio-économique et professionnel, lieu de résidence, etc.) sur le vote libéral. Ensuite, le chapitre teste la pertinence du modèle idéologique ou « vote sur enjeux », en examinant les positionnements des électeurs libéraux francophones sur divers enjeux : politiques socio-économiques, sécurité, immigration, transfert de compétences, etc. S’inscrivant dans une approche plus rationnelle du comportement électorale, ce modèle du « vote sur enjeux » admet cependant que ces positionnements idéologiques émanent en partie des caractéristiques sociologiques des individus. Enfin, des analyses statistiques multivariées permettent à la fois de tester l’effet de ces différents types de variables sur la probabilité qu’un électeur vote pour le MR et d’évaluer le poids de chacun des modèles explicatifs. Avant d’exposer les résultats de ces analyses, nous commencerons par présenter les données utilisées.

Présentation des données

Les analyses présentées dans ce chapitre utilisent des données collectées auprès de plus de mille individus lors de la triple élection de 2014, dans le cadre du projet international *Making Electoral Democracy Works* (MEDW)⁷. Les données ont été récoltées via un sondage en ligne auprès d’électeurs résidant en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Ce chapitre utilise les données collectées à Bruxelles et en Wallonie, et s’intéresse plus particulièrement au comportement de vote à l’élection fédérale. Cette collecte de données a été réalisée en panel. Une première vague de questionnaires a été complétée *avant* les élections du 25 mai, entre les 13 et 21 mai. Une deuxième vague a été complétée *après* les élections, du 26 mai au 9 juin. A Bruxelles, 757 électeurs ont participé au sondage pré-électoral et 518 d’entre eux, au sondage post-électoral. En Wallonie, les chiffres pour la première vague sont de 1 035 et 603 pour la deuxième⁸. Si le nombre d’individus inclus semble assez restreint, ces échantillons sont représentatifs de la population, une fois les pondérations appliquées (voir plus loin).

Le tableau 1 présente les fréquences statistiques des réponses à la question incluse dans la deuxième vague du questionnaire : « Pour quel parti avez-vous voté pour l’élection de la Chambre des représentants du parlement fédéral ? ». Le tableau compare le pourcentage de voix obtenues par les principaux partis dans les échantillons wallon et bruxellois avec la part de voix obtenues dans l’ensemble de la population, en Wallonie

⁷ MEDW est un projet international financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et supervisé par le professeur André Blais de l’Université de Montréal. Il vise à comprendre l’impact des systèmes électoraux et du contexte sur le comportement des électeurs, sur les stratégies des partis politiques et sur la relation mutuelle entre électeurs et partis, au Canada, en Europe et aux Etats-Unis (voir <http://electoraldemocracy.com>).

⁸ Rapport de la compagnie en charge de la collecte de données, Nielsen Consumer Insights, « Making Electoral Democracy Work. Belgium Regional, National and European Election – Brussels, Flanders and Wallonia », 18 juillet 2014, p. 2.

et à Bruxelles⁹. Les non-votes, les oublis et les votes blancs ou nuls sont considérés comme des variables manquantes, et des pondérations par âge, genre, diplôme et vote sont appliquées pour rendre les échantillons plus représentatifs. Ces pondérations sont appliquées dans toutes les analyses de ce chapitre¹⁰. Les pourcentages de voix obtenues dans les échantillons et dans les populations sont similaires (à noter toutefois la surreprésentation du PTB-GO ! dans l'échantillon bruxellois). Nous pouvons donc être relativement confiants en ce qui concerne l'inférence des résultats à l'ensemble de la population. Notons que, dans ce chapitre, nous utiliserons « FDF » plutôt que « DÉFI », puisque les données utilisées ont été collectées avant le changement de nom du parti, le 13 novembre 2015.

Dans la majorité des analyses présentées ci-dessous, le comportement de vote aux élections fédérales constitue la variable dépendante. Cette variable sera tantôt observée comme une variable dichotomique (vote MR *versus* vote pour un autre parti), tantôt comme une variable catégorielle afin de comparer l'électorat du MR à celui des principales formations politiques francophones (PS, CDH, Ecolo et FDF, en gardant à l'esprit que la force électorale de ce dernier est spécifique à Bruxelles).

Tableau 1. Fréquences – Vote à la Chambre des représentants – Wallonie et Bruxelles

	Wallonie			Bruxelles		
	Echantillon pondéré		Population	Echantillon pondéré		Population
	N	% valide	%	N	% valide	%
PS	165	31,1	32,0	113	25,2	24,9
MR	138	26,0	25,8	99	22,1	23,1
CDH	76	14,3	13,9	43	9,6	9,3
Ecolo	44	8,2	8,2	46	10,3	10,5
PTB-GO !	30	5,7	5,5	27	6,0	3,8
FDF	15	2,9	2,4	51	11,4	11,1
PP	29	5,4	4,5	9	2,1	1,7
Autre parti	34	6,3		59	13,3	
Total valide	531	100		446	100	

Qui sont les électeurs libéraux francophones ?

En Belgique, deux types de variables prédominent dans l'explication du choix des électeurs : les variables structurelles ou sociologiques, et les opinions sur enjeu¹¹. Le modèle structurel soutient que les choix électoraux sont le reflet de l'appartenance

⁹ Résultats électoraux présentés dans Kris DESCHOUWER, Pierre BAUDEWYNS, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, « Les électeurs, les voix, les chiffres » in Kris DESCHOUWER, Pierre BAUDEWYNS, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE (éd.), *Décrypter l'électeur. Le comportement électoral et les motivations de vote*, Louvain, Lannoo Campus, 2015, p. 10.

¹⁰ Voir NIELSEN CONSUMER INSIGHTS, *loc. cit.*

¹¹ Pierre BAUDEWYNS, *Théorie des réalignements et analyse des résultats des élections législatives en Belgique depuis 1945*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2014, p. 63.

des individus à des catégories sociales, positionnées d'un côté ou de l'autre des clivages fondateurs du système de partis : le clivage socio-économique et le clivage philosophique¹². Le modèle du vote sur enjeux implique que les électeurs déterminent leur choix en fonction non plus de leur appartenance sociale, mais de leurs préférences idéologiques (tout en reconnaissant l'influence des appartenances sociales sur la formation de ces préférences). Ce modèle conçoit les électeurs comme des acteurs rationnels¹³ capables d'appréhender la chose politique. Les électeurs ont des positions claires sur certains enjeux, ils perçoivent les différentes positions des partis et des candidats, et votent pour le candidat et/ou pour le parti dont la position est la plus proche de la leur¹⁴.

Le poids respectif de ces deux types de variables est l'objet de nombreuses études, en Belgique et dans le reste du monde occidental¹⁵. Une thèse généralement avancée est que le comportement des électeurs serait aujourd'hui moins déterminé par leur appartenance sociale, et davantage par leurs opinions sur enjeux. Les variables structurelles resteraient néanmoins essentielles pour expliquer le choix des électeurs. En Belgique, la religion et le capital scolaire constitueraient des variables déterminantes à cet égard¹⁶. De plus, des chercheurs soutiennent que la logique de vote sur enjeux serait davantage à l'œuvre chez les électeurs des partis qui ont émergé en dehors des clivages traditionnels, sur les enjeux linguistiques et communautaires et sur les « nouveaux » enjeux (environnement, sécurité, immigration, etc.)¹⁷. En outre, si une logique de vote sur enjeux est de plus en plus visible pour les familles traditionnelles, ces enjeux restent fortement liés aux deux clivages fondateurs¹⁸.

A quoi ressemble, en 2014, le profil socio-démographique des électeurs libéraux francophones ? Comment se positionnent-ils sur les enjeux de société ? Quel est le poids respectif des variables structurelles et idéologiques dans le vote MR ? Ces questions sont traitées dans les sections suivantes.

Vote structurel : le profil socio-démographique des électeurs libéraux francophones

Le parti libéral s'est structuré en agrégeant les préférences de segments spécifiques de la société : le segment « laïc » du clivage philosophique, surtout, et, ensuite, le

¹² Nicole DELRUELLE, René EVALENKO et William FRAEYS, *Le comportement politique des électeurs belges. Enquête de sociologie électorale. La rupture de 1965. Ses prolongements en 1968*, Bruxelles, Institut de Sociologie de Bruxelles, 1970.

¹³ Anthony DOWNS, *op. cit.*

¹⁴ Norman H. NIE, Sidney VERBA et John R. PETROCIK, *op. cit.*

¹⁵ Voir sur la Belgique : André-Paul FROGNIER, Damien BOL et Marc SWYNGEDOUW, « Une démocratie multipartisane. Flandre – Wallonie : 20 ans d'analyse des comportements électoraux », in Astrid VON BUSEKIST (éd.), *Singulière Belgique*, Paris, Fayard, p. 135-145. Voir sur les démocraties européennes : Wouter VAN DER BRUG, « Structural and Ideological Voting in Age Cohorts », *West European Politics*, 33/3, 2010, p. 586-607.

¹⁶ Pascal DELWIT et Emilie VAN HAUTE, « Conclusion », in Pascal DELWIT et Emilie VAN HAUTE (éd.), *Le vote des Belges (Bruxelles – Wallonie, 10 juin 2007)*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008, p. 133.

¹⁷ André-Paul FROGNIER, Damien BOL et Marc SWYNGEDOUW, *loc. cit.*

¹⁸ *Ibid.*

segment « possédant » du clivage socio-économique. Au XIX^e et au début du XX^e siècle, les soutiens au camp libéral proviennent du monde bourgeois et de l'intelligentsia laïque. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, en 1961, le parti libéral se réaligne : d'une part, il édulcore ses positions anticléricales et s'ouvre aux catholiques, d'autre part, il recentre son attention sur le clivage socio-économique¹⁹.

Les récentes études sociologiques menées sur l'électorat libéral francophone attestent de cette transformation identitaire : aux élections de 2007 par exemple, le MR attire autant de catholiques que de non-croyants, mais ces catholiques sont plutôt des pratiquants irréguliers²⁰. En 2007, les électeurs du MR sont donc, après ceux du CDH, les plus majoritairement de confession catholique. Ces tendances sont confirmées aux élections de 2009²¹. En revanche, le statut socio-économique reste un des critères discriminants du vote libéral, confirmant le repositionnement idéologique du parti sur ce clivage. En effet, les électeurs qui se sentent appartenir aux classes moyennes-supérieures et supérieures sont surreprésentés dans l'électorat du MR²². Un autre indicateur du statut socio-économique, le niveau de diplôme²³, apparaît tout aussi discriminant : le MR est le parti qui attire le plus fortement les électeurs possédant un capital scolaire élevé²⁴, même s'il est vrai que « le MR attire [aussi] un segment des catégories populaires [diplôme de l'enseignement secondaire supérieur professionnel], notamment parmi les indépendants »²⁵. Enfin, d'autres facteurs socio-démographiques non liés aux clivages fondateurs entreraient en ligne de compte : l'âge – le MR en 2009 attire plutôt des catégories d'âge moyen (35-55 ans) –, et le genre – l'électorat du MR serait légèrement plus masculin que celui des autres principaux

¹⁹ Pascal DELWIT, « Du parti libéral à la fédération PRL-FDF-MCC », in Pascal DELWIT (éd.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 191-185.

²⁰ Nicolas DE DECKER et Giulia SANDRI, « Le vote des catholiques », in Pascal DELWIT et Emilie VAN HAUTE (éd.), *Le vote des Belges (Bruxelles – Wallonie, 10 juin 2007)*, op. cit., p. 25-37.

²¹ Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, « Les élections de 2009. Résultats et tendances générales », in Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, *Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010, p. 7-23.

²² André-Paul FROGNIER, Damien BOL et Marc SWYNGEDOUW, loc. cit., p. 141.

²³ « Les différences de niveau de diplôme correspondent fortement, mais pas tout à fait, aux différences de revenus et de classe sociale » (Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, loc. cit., p. 14).

²⁴ Pascal DELWIT, « Le capital scolaire, une variable déterminante dans le vote ? », in Pascal DELWIT et Emilie VAN HAUTE (éd.), *Le vote des Belges (Bruxelles – Wallonie, 10 juin 2007)*, op. cit., p. 55-67 ; Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, « Les élections de 2009. Résultats et tendances générales », loc. cit., p. 14.

²⁵ Pascal DELWIT, « Le capital scolaire, une variable déterminante dans le vote ? », in Pascal DELWIT et Emilie VAN HAUTE (éd.), *Le vote des Belges (Bruxelles – Wallonie, 10 juin 2007)*, op. cit., p. 61.

partis ²⁶. Notons que la plupart de ces tendances apparaissent également lorsqu'on étudie le profil des cadres du parti libéral francophone ²⁷.

Le tableau 2 examine, via des statistiques bivariées, la relation entre caractéristiques socio-démographiques et comportement électoral en 2014. Pour chaque variable, le tableau permet de comparer la proportion (par exemple, la proportion de femmes) dans la population totale avec la proportion au sein de l'électorat de chaque parti. « Lorsqu'un chiffre est plus élevé pour un parti que pour la population dans son ensemble, cela signifie que ce groupe socio-démographique (...) est plus fortement représenté dans l'électorat du parti » ²⁸. Le nombre d'étoiles (*) associées à chaque variable donne une indication de la significativité de la relation statistique ; un nombre élevé d'étoiles indique que nous pouvons être relativement confiants quant à l'existence réelle (dans la population) de la relation observée dans l'échantillon. Ainsi, l'âge, le diplôme, la religion, le revenu, la profession et le lieu de résidence apparaissent comme des variables discriminantes du comportement électoral. Toutefois, contrairement aux résultats des études précédentes, l'effet du genre n'est pas significatif.

Tableau 2. Profil socio-démographique des électeurs des principaux partis en 2014 – Wallonie et Bruxelles (%)

	<i>MR</i>	<i>PS</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FDJ</i>	<i>Total</i>
<i>Age***</i>						
< 25 ans	10,7	5,5	16,2	11,5	7,7	10,4
25-34 ans	15,0	17,1	24,8	29,9	10,8	19,5
35-44 ans	12,0	15,6	16,2	20,7	15,4	15,0
45-54 ans	15,8	26,5	17,1	23,0	21,5	21,5
55-64 ans	29,1	21,1	15,4	8,0	27,7	20,6
> 65 ans	17,5	14,2	10,3	6,9	16,9	13,1
<i>Genre</i>						
Femmes	51,9	47,6	62,1	53,4	49,2	51,2
Hommes	48,1	52,4	37,9	46,6	50,8	48,8
<i>Religion***</i>						
Chrétien/catholique	48,5	49,2	67,6	31,2	46,9	47,5
Musulman	3,5	8,3	7,2	0,0	0,0	4,6
Autre religion	8,4	4,1	2,7	6,5	7,8	5,8
Athée/ sans religion	39,7	38,4	22,5	62,4	45,3	42,1

²⁶ Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, « Les élections de 2009. Résultats et tendances générales », *loc. cit.*, p. 15.

²⁷ Pascal DELWIT, Emilie VAN HAUTE et Benoit HELLINGS, « Les cadres intermédiaires du PSC et du Mouvement réformateur », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2003, 1804-1805.

²⁸ Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, « Les élections de 2009. Résultats et tendances générales », *loc. cit.*, p. 13.

<i>Lieu de résidence***</i>						
Grand centre urbain	45,9	33,8	37,7	48,9	58,5	43,4
Banlieue ou petite ville	30,9	38,7	40,4	26,1	36,9	33,9
Campagne ou village	23,2	27,5	21,9	25,0	4,6	22,7
<i>Diplôme***</i>						
Secondaire inférieur	24,0	40,1	22,4	28,7	29,2	30,5
Secondaire supérieur	32,2	27,4	30,2	25,3	24,6	30,7
Tertiaire	43,8	32,5	47,4	46,0	46,2	38,8
<i>Revenu annuel*</i>						
Moins de 20 000 euros	19,4	37,2	28,1	30,9	40,0	30,3
Entre 20 000 et 40 000 euros	50,5	39,5	45,8	43,2	36,0	44,2
Plus de 40 000 euros	30,1	23,3	26,0	25,9	24,0	25,5
<i>Statut socio-professionnel**</i>						
Professionnel à son compte/chef d'entreprise	7,1	3,4	0,9	2,3	3,1	3,9
Ouvrier/technicien	4,4	13,5	10,4	9,1	6,3	9,1
Administrateur/gestionnaire	4,9	4,1	4,3	4,5	4,7	4,4
Travail de bureau	17,3	16,1	27,8	28,4	20,3	20,0
Professionnel	5,8	5,2	9,6	8,0	6,3	6,3
Travail dans les services	5,8	4,1	11,3	8,0	10,9	7,0
Autre	54,9	53,6	35,7	39,8	48,4	49,4
<i>Membre du ménage affilié à un syndicat</i>	22,8	34,1	27,8	29,5	25,0	29,0

* Valeur $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$.

Le profil libéral francophone qui se dégage de ces statistiques est globalement en ligne avec le profil décrit ci-dessus, avec quelques nuances toutefois. Si en 2009, le MR attire des électeurs d'âge moyen, en 2014, il attire des électeurs un peu plus âgés (55 ans et plus) – autrement dit, son électorat de 2009 a vieilli. L'âge moyen de cet électorat est de 49 ans, contre 46 dans l'échantillon total. La moyenne d'âge des électeurs du MR est significativement plus élevée que celle des électeurs d'Ecolo (40 ans) et du CDH (42 ans). Seuls les électeurs du FDF semblent être aussi âgés que ceux du MR (50 ans). La religion apparaît comme un facteur discriminant du comportement électoral surtout pour le CDH et Ecolo²⁹ ; mais au MR, la proportion de chrétiens/catholiques est très proche de la proportion observée au total. Être catholique ou laïque ne semble pas être un facteur discriminant pour l'électorat libéral. Les proportions de chrétiens et d'athées sont similaires au MR et au PS ; en revanche, le MR rencontre moins de succès dans la population musulmane que le PS, mais davantage que le PS dans d'autres confessions. Ces tendances sont d'autant plus flagrantes à Bruxelles. L'analyse met

²⁹ Les analyses ont également testé l'effet de la fréquence de la pratique du culte, mais aucun effet significatif n'est apparu. En raison peut-être du nombre important de valeurs manquantes pour cette question (N réduit à 528 cas).

en évidence l'impact significatif du lieu de résidence, en raison surtout de l'effet de Bruxelles – très visible dans l'électorat FDF. Des analyses menées séparément sur les deux régions montrent en effet que le lieu de résidence n'est pas un facteur significatif du comportement électoral dans l'échantillon wallon.

Les diplômés de l'enseignement supérieur et supérieur universitaire sont surreprésentés dans l'électorat libéral mais pas autant que dans les électeurs du CDH, d'Ecolo et du FDF. Le MR attire également des diplômés de l'enseignement secondaire supérieur – comme suggéré plus haut. Par ailleurs, une analyse menée séparément sur les échantillons wallon et bruxellois montre des divergences régionales : à Bruxelles, le MR attire davantage les diplômés du supérieur (54%, contre 44% au total) ; seul le CDH fait mieux à Bruxelles (avec 56%) qu'en Wallonie (38% contre 35-36% au total). A Bruxelles, les diplômés du secondaire supérieur sont plutôt attirés par le FDF (32% contre 25% au total) ; le FDF n'attirant pas autant que le MR les diplômés du supérieur (39%).

Le statut socio-économique mesuré sur la base du revenu dont les répondants déclarent disposer indique une tendance du MR à attirer des individus appartenant aux classes moyennes à aisées. Le tableau 2 met en effet en évidence la surreprésentation des électeurs disposant de revenus moyens à élevés. Mais ce tableau cache des différences régionales importantes. En effet, l'effet du revenu sur le comportement électoral n'est pas significatif en Wallonie. Le MR wallon apparaît davantage comme un parti de classe moyenne : son électorat se compose de 52% d'électeurs déclarant gagner entre 20 000 et 40 000 euros alors que cette proportion est de 47% dans l'échantillon wallon total. Et les proportions d'électeurs les plus riches sont similaires dans l'électorat libéral et dans l'ensemble de l'échantillon. A Bruxelles, l'effet du revenu est bien significatif et le MR apparaît comme le parti des classes supérieures : 40% de ses électeurs déclarent disposer d'un revenu dépassant 40 000 euros par an, contre 27% au total. A Bruxelles, le FDF se distingue du MR à cet égard : la composition de son électorat en termes de revenus se rapproche de la composition de l'électorat total (45% de ses électeurs déclarent gagner entre 20 000 et 40 000 euros par an contre 41% au total, et 26% déclarent gagner plus de 40 000 euros). Sur les deux indicateurs du statut socio-économique (diplôme et revenu), on observe donc un profil différent dans les deux régions : en Wallonie, le MR attire tant la classe moyenne que la classe supérieure, tandis qu'à Bruxelles, il apparaît davantage comme le parti des nantis, la classe moyenne se tournant davantage vers l'ancien partenaire FDF.

Un indicateur inclus dans la base de données MEDW permet d'observer le lien entre statut socio-professionnel et comportement électoral. Comme on pouvait s'y attendre, les indépendants et chefs d'entreprises sont surreprésentés dans l'électorat libéral, alors que les ouvriers y sont sous-représentés et plutôt surreprésentés dans l'électorat socialiste.

Enfin, si le tableau n'inclut pas de données concernant l'appartenance au pilier libéral (adhésion à une mutuelle libérale, à une association libérale, etc.)³⁰, une dernière

³⁰ D'une part, le questionnaire MEDW ne contient pas d'information à ce sujet. D'autre part, Ellen Quintelier et Marc Hooghe montrent, en 2009, que si l'appartenance à la vie associative d'un pilier reste un facteur significatif du vote social chrétien, son influence sur

variable permet de tester l'effet d'un lien avec le monde syndical sur le comportement électoral. Cette variable indique si un membre du ménage de l'électeur est affilié ou non à une organisation syndicale. *A priori*, l'affiliation syndicale devrait être liée à un vote socialiste ou social chrétien plus qu'à un vote libéral. Et en effet, les électeurs dont un des membres de la famille est syndiqué sont sous-représentés dans l'électorat libéral, mais cette différence n'est pas statistiquement significative. Cependant, une analyse menée sur les deux régions séparément indique un effet significatif à Bruxelles et montre qu'une grande différence existe entre MR et FDF. En effet, à Bruxelles, 16% des électeurs du MR déclarent avoir un membre de leur ménage affilié à un syndicat alors qu'ils sont 26% au FDF (pour une moyenne totale de 23,5%). Cette observation tend à confirmer un positionnement plus centriste des électeurs du FDF.

Vote sur enjeux : les préférences idéologiques des électeurs libéraux francophones

Dans le paysage politique francophone, le MR constitue presque le seul parti de droite – sans compter de plus petites formations de droite populiste, telles que le parti populaire ou la Droite. Cette position presque hégémonique le distingue de son homologue flamand, l'Open VLD, qui s'est vu concurrencé par de nouvelles forces politiques telles que la Lijst Dedecker, et plus significativement, la N-VA. Si aujourd'hui le MR s'affiche comme le parti de la droite dans le paysage francophone, historiquement, le parti libéral a connu de nombreuses mutations idéologiques³¹, notamment lors du réaligement de 1961. Aujourd'hui, c'est sur les matières socio-économiques que le message du MR apparaît le plus clair : le parti affiche une nette volonté de diminuer la fiscalité quoiqu'il nourrisse également une certaine tradition de libéralisme social ou d'« humanisme libéral »³². Sur les questions de société, le parti incarne historiquement des valeurs progressistes, mais depuis son réaligement des années soixante, les libéraux sont apparus plus conservateurs et plus souvent divisés. Le parti nourrit cette ambiguïté, en autorisant ses mandataires à voter, sur des questions éthiques, « en fonction de [leurs] convictions religieuses ou philosophiques »³³. Sur les « nouveaux enjeux » de la sécurité et de l'immigration, le MR se situe plutôt sur le versant *Law and Order* et ethnocentriste, mais là encore, il a connu des divergences internes et son approche s'adapte en fonction du contexte³⁴. Enfin, sur la question du fédéralisme, le positionnement du parti libéral a oscillé au gré des contextes et de ses alliances entre unitarisme et régionalisme.

les votes socialistes et libéraux tend à disparaître. Voir Ellen QUINTELIER et Marc HOOGHE, « Associations, appartenance et comportement électoral : la pilatisation est-elle révolue ? », in Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE et Stefaan WALGRAVE, *Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009*, op. cit., p. 81-100.

³¹ Voir le chapitre de Nicolas DE DECKER dans cet ouvrage.

³² Nicolas DE DECKER, « Le Mouvement réformateur », in Pascal DELWIT, Jean-Benoît PILET et Emilie VAN HAUTE (éd.), *Les partis politiques en Belgique*, 3^e éd., Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 159-161.

³³ *Statuts du Mouvement réformateur*, 2005 ; article 20, § 3 (voir aussi Nicolas DE DECKER, « Le Mouvement réformateur », loc. cit., p. 162).

³⁴ Pascal DELWIT, « Du parti libéral à la fédération PRL-FDF-MCC », loc. cit., p. 190-192.

Qu'en est-il du positionnement de ses électeurs ? Des analyses menées sur l'élection de 2007 en Wallonie et à Bruxelles indiquent un positionnement de l'électorat libéral plus à droite que la moyenne sur un axe gauche-droite. Ce positionnement à droite est particulièrement marqué sur les enjeux socio-économiques, « et dans une moindre mesure sur les questions de conservatisme culturel et sur l'échelle universalisme/ethnocentrisme »³⁵. Des analyses menées lors de l'élection de 2009³⁶ sur un échantillon d'électeurs wallons montrent que, comparés aux électeurs des autres principales formations francophones, les électeurs libéraux se positionnent effectivement plus à droite sur une échelle gauche-droite et aussi sur des questions d'ordre socio-économique. Sur les questions de société, ils n'apparaissent ni spécialement conservateurs ni spécialement progressistes – leurs positionnements sont dans la moyenne – de même pour l'enjeu de l'immigration. Les électeurs libéraux wallons en 2009 apparaissent également comme les moins régionalistes, ou les plus « *belgicains* »³⁷.

Le questionnaire MEDW inclut une série de propositions sur lesquelles les répondants sont invités à se positionner, sur une échelle de 0 à 10 (voir figures 1 à 6) : un axe d'auto-positionnement gauche-droite, deux propositions d'ordre socio-économique, une proposition liée à la sécurité ou au *Law and Order*, une proposition liée à l'immigration et une proposition liée aux transferts de compétences entre Etat fédéral et entités fédérées. Pour chaque dimension idéologique, les analyses se réalisent en deux temps. D'abord, une comparaison des positions moyennes des électeurs MR avec le positionnement moyen des électeurs des autres principaux partis permet d'étudier l'effet discriminant ou non de ces préférences idéologiques sur le comportement électoral (tableau 3). Ensuite, des graphiques (figures 1 à 6) présentent la distribution de ces positionnements dans l'électorat libéral francophone, afin d'évaluer le degré d'homogénéité de ces opinions.

Deux tendances principales émergent du tableau 3. *Primo*, les opinions sur enjeux apparaissent comme des facteurs discriminants du comportement électoral. Notons toutefois que l'enjeu du transfert de compétences atteint à peine le seuil de significativité. Une analyse menée séparément sur les deux régions révèle que cet enjeu est significativement discriminant à Bruxelles, mais pas en Wallonie.

Secundo, les électeurs libéraux francophones affichent les scores moyens les plus élevés sur presque toutes les dimensions : ils se situent plus à droite que les électeurs des autres principales formations politiques francophones³⁸, excepté le

³⁵ Pascal DELWIT et Emilie VAN HAUTE, « Conclusion », *loc. cit.*, p. 134.

³⁶ Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGEHE et Stefaan WALGRAVE, « Les élections de 2009. Résultats et tendances générales », *loc. cit.*, p. 15.

³⁷ *Ibid.*, p. 17.

³⁸ La base de données n'incluant pas un nombre assez élevé d'électeurs des autres plus petites formations politiques, il est difficile de comparer l'électorat du MR avec celui du parti populaire, de la Droite ou du Front national par exemple. Une question demandant aux répondants d'attribuer un score de 0 à 10 sur une échelle gauche-droite à davantage de partis (incluant le PTB, le PP et le FN) permet cependant de mettre en évidence que le MR est perçu comme le plus à droite de tous (score moyen de 6,6), à l'exception du FN (8,4) ; donc plus à droite que le PP (6,3).

Tableau 3. Profil idéologique des électeurs des principaux partis
(moyenne et écart type) – Wallonie et Bruxelles

		MR	PS	CDH	Ecolo	FDF	Total
Auto-positionnement des électeurs (gauche-droite)***	Moyenne	6,5	4,2*	5,2*	4,0*	6,0	5,2
	Ecart type	1,4	2,0	2,0	1,7	1,7	2,2
Socio-économique : Services publics vs réduction d'impôt*** Favorable vs opposé à la redistribution***	Moyenne	6,3	4,8*	5,9	5,2	5,4	5,2
	Ecart type	2,9	3,2	2,9	2,6	2,8	2,2
	Moyenne	4,8	3,0*	4,0	2,7*	4,0	3,7
	Ecart type	2,7	2,7	2,8	2,1	3,1	2,8
Law and Order : favorable aux programmes de réinsertion vs favorable aux sentences lourdes***	Moyenne	7,1	6,3*	6,0*	5,6*	7,5	6,6
	Ecart type	2,8	3,2	3,3	3,0	2,5	3,1
Immigration : favorable vs défavorable aux immigrés***	Moyenne	8,4	6,9*	7,5*	6,8*	8,4	7,7
	Ecart type	2,2	2,8	2,4	2,6	2,3	2,6
Transfert de compétences : est allé trop loin ou devrait être poussé plus loin*	Moyenne	4,6	4,1	3,7	3,7	4,2	4,1
	Ecart type	2,4	2,3	2,3	2,5	2,2	2,5

* Valeur $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$.

FDF. Les différences à la moyenne totale sont les plus marquées sur les enjeux socio-économiques ; un résultat très certainement lié aux caractéristiques socio-économiques et socio-professionnelles de ces électeurs (voir plus haut). Ces différences d'opinions sur le socio-économique sont par ailleurs significatives surtout vis-à-vis des électeurs socialistes et écologistes. Sur les « nouveaux enjeux », les différences à la moyenne sont moins grandes (0,5 sur l'enjeu *Law and Order*, 0,7 sur l'immigration). Les différences sont significatives entre électeurs MR et électeurs socialistes, écologistes et sociaux chrétiens.

Par rapport aux électeurs du FDF, les électeurs du MR semblent plus à droite sur les matières socio-économiques mais sur les « nouveaux enjeux », les scores sont similaires (immigration) voire légèrement inférieurs (*Law and Order*). Toutefois, ces différences entre MR et FDF n'atteignent pas le seuil de significativité. Sur la question du transfert de compétences, les électeurs libéraux francophones affichent un score moyen proche de 5, ce qui indique une tendance à préférer le *statu quo*. Comparés aux électeurs des autres partis, ils apparaissent néanmoins comme les plus enclins à approfondir le processus. Au-delà de ces résultats globaux, les tendances sont en fait différentes dans les deux régions : le score moyen en Wallonie est de 4,3 sur cette dimension,

contre 3,5 à Bruxelles, indiquant une volonté plus nette en Wallonie d'approfondir les transferts. En Wallonie, le score du MR ne diffère pas significativement du score du reste de l'échantillon ; à Bruxelles, l'écart à la moyenne du MR est significatif (4,7) de même que pour le FDF (4,2).

La première figure a trait à l'auto-positionnement des électeurs sur une échelle gauche-droite. Ces positionnements se répartissent autour de la valeur 7, choisie par plus d'un tiers des électeurs libéraux francophones. L'électorat libéral francophone se définit donc lui-même comme un électorat de droite.

Les figures 2 et 3 illustrent la distribution des préférences sur les deux propositions d'ordre socio-économique. La première proposition est formulée comme un choix entre, d'une part, améliorer les services publics et, d'autre part, réduire les impôts. La deuxième proposition, plus proche d'une échelle « ordinale », demande aux répondants s'ils sont plus ou moins favorables à la redistribution. Sur la première proposition, la tendance est plutôt de favoriser la diminution des impôts (55% des électeurs positionnés entre 6 et 10), quoiqu'une tendance centriste apparaisse (18% des électeurs positionnés à 5). Sur la deuxième proposition, l'électorat libéral est plus indécis : un peu plus d'un quart se positionne au centre, 35% à gauche (entre 0 et 4) et 37% à droite (entre 6 et 10). De toutes les dimensions – excepté le transfert de compétences –, c'est sur la question de la redistribution que le positionnement moyen des électeurs MR tend le plus vers le centre-gauche. Ce résultat reflète, dans l'électorat, l'existence d'un courant social-libéral au MR. Ce résultat fait également écho à l'étude de Pascal Delwit *et al.*³⁹, qui montre un positionnement plutôt à gauche des cadres du parti libéral sur l'enjeu de la diminution des écarts entre revenus.

Les figures 4 et 5 s'intéressent à la distribution des préférences des électeurs libéraux sur les « nouveaux enjeux ». Sur les deux dimensions, les préférences des électeurs libéraux semblent plus homogènes, et apparaissent plus concentrées vers la droite de l'axe : sur l'enjeu sécuritaire, 72% se situent entre 6 et 10 et 28% se situent à 10 ; sur l'immigration, 85% se situent entre 6 et 10, et 54% à 10. Bien qu'impressionnantes, particulièrement dans le cas de l'immigration, ces distributions ne sont en fait pas très différentes des distributions observées dans l'échantillon total : sur l'enjeu sécuritaire, 64% des électeurs se situent entre 6 et 10, et 27% à 10 ; sur l'immigration, 74% des répondants se situent entre 6 et 10, 45% à 10. Enfin, sur la question du transfert de compétences, bien qu'en moyenne les électeurs du MR semblent plus favorables à approfondir le processus de transfert de compétences que les électeurs des autres partis, la figure 6 montre que plus d'un tiers favorisent le *statu quo* et que davantage d'électeurs du MR se situent entre 0 et 4 (39%) qu'entre 6 et 10 (24%).

Le questionnaire MEDW n'inclut pas de questions permettant de mesurer le positionnement progressiste ou conservateur des électeurs sur la dimension culturelle ou éthique (euthanasie, avortement, etc.). Afin d'évaluer le degré de progressisme-conservatisme des électeurs libéraux en 2014, une autre base de données peut être

³⁹ Pascal DELWIT, Emilie VAN HAUTE et Benoit HELTINGS, « Les cadres intermédiaires du PSC et du Mouvement réformateur », *loc. cit.*, p. 60.

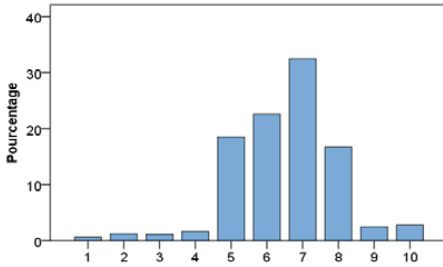


Figure 1. « Où vous situeriez-vous sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie l'extrême gauche et 10 l'extrême droite ? » (N = 209)

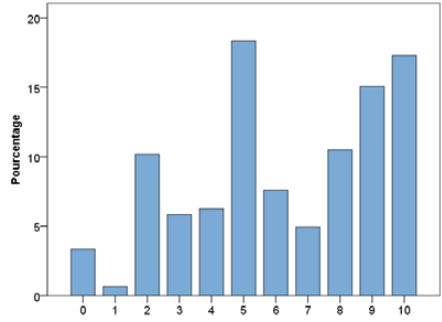


Figure 2. « Où vous placeriez-vous sur une échelle de 0 à 10 dans laquelle 0 signifie être très favorable à améliorer les services publics et 10 signifie être très favorable à réduire les impôts ? » (N = 227)

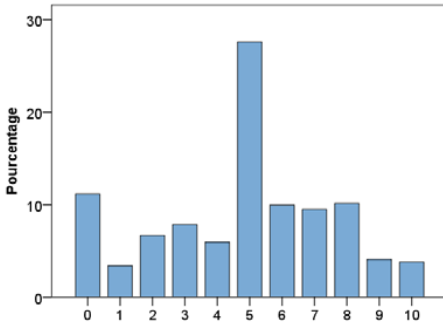


Figure 3. « Où vous situeriez-vous sur une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie être très favorable à la redistribution et 10 signifie être très opposé à la redistribution ? » (N = 223)

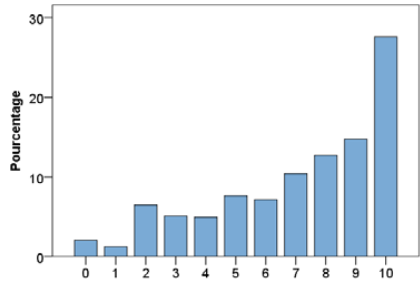


Figure 4. « Où vous situeriez-vous sur une échelle de 0 à 10 sur laquelle 0 signifie être très favorable aux programmes de réinsertion et 10 signifie être très favorable aux sentences lourdes ? » (N = 230)

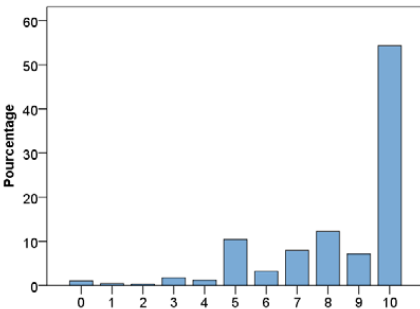


Figure 5. « Où vous situeriez-vous sur une échelle de 0 à 10 sur laquelle 0 signifie être très favorable à avoir plus d'immigrés et 10 signifie être très favorable à avoir moins d'immigrés ? » (N = 229)

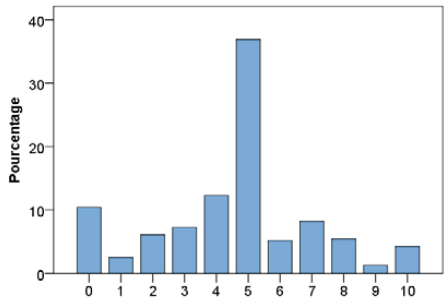


Figure 6. « Où vous situeriez-vous sur une échelle de 0 à 10 sur laquelle 0 signifie que le transfert de compétences est déjà allé trop loin, 10 signifie qu'il devrait être poussé plus loin, et 5 qu'il est actuellement satisfaisant ? » (N = 198)

mobilisée : la base de données collectées par le réseau PartiRep⁴⁰ à l'occasion également des élections de 2014, mais seulement en Wallonie et en Flandre⁴¹. Le questionnaire PartiRep inclut une question d'opinion sur l'enjeu des mères porteuses pour les couples homosexuels, à laquelle les répondants étaient invités à répondre sur une échelle de 1 (tout à fait d'accord) à 4 (pas du tout d'accord). Des comparaisons entre les électeurs des principaux partis révèlent des différences significatives : les électeurs écologistes sont les plus progressistes (67% d'accord) et les électeurs du ps sont les moins progressistes (43% d'accord)⁴², suivis par les électeurs sociaux chrétiens (49% d'accord). La figure 7 montre un électorat libéral divisé : 52% des électeurs MR sont plutôt d'accord avec la proposition, contre 48% plutôt pas d'accord. Ces proportions de progressistes et de conservateurs sont très proches de celles observées dans l'ensemble de l'échantillon wallon (respectivement 49% et 51%). Rappelons toutefois que les électeurs bruxellois ne sont pas intégrés dans ces chiffres.

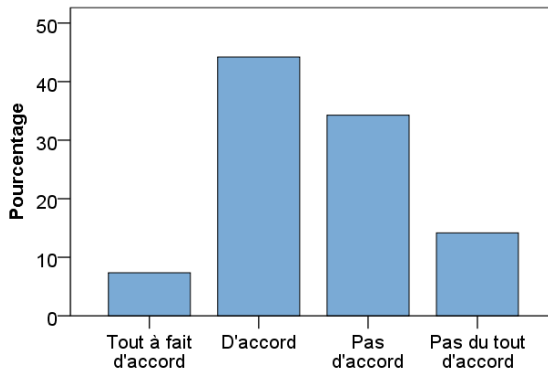


Figure 7. « Pouvez-vous indiquer pour chacune des affirmations suivantes si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ? Les mères porteuses doivent être autorisées pour les couples homosexuels » (N = 132)

Vote structurel ou vote sur enjeux ? Analyse multivariée des déterminants du vote MR

Afin de tester l'influence des variables socio-démographiques et idéologiques à la fois sur le vote libéral, cette section procède à des analyses multivariées. Le tableau 4 présente le résultat de différents modèles logistiques binaires, où la variable dépendante est « vote pour le MR » (valeur 1) *versus* « vote pour un autre parti »

⁴⁰ PartiRep est un pôle d'attraction interuniversitaire financé par la politique fédérale (Belspo), rassemblant les universités d'Anvers, de Bruxelles (VUB et ULB), Louvain, Louvain-la-Neuve, Leiden et Mannheim.

⁴¹ Voir l'ouvrage de Kris DESCHOUWER, Pascal DELWIT, Marc HOOGHE, Pierre BAUDEWYNS et Stefaan WALGRAVE, *Décrypter l'électeur. Le comportement électoral et les motivations de vote*, Leuven, Lannoo Campus, 2015.

⁴² Ce résultat est d'ailleurs surprenant étant donné la genèse du parti socialiste du côté progressiste de l'axe culturel.

(valeur 0). Ces modèles permettent d'évaluer l'influence de divers facteurs sur la probabilité qu'un électeur choisisse le MR. Dans le tableau 4, les chiffres reportés sont les *odds ratio* : un odds ratio supérieur à zéro indique que la variable indépendante multiplie les chances, ou augmente la probabilité, que l'électeur vote pour le MR ; un odds ratio inférieur à zéro indique qu'elle diminue cette probabilité. Plus la valeur s'éloigne de zéro, plus l'effet est grand. A noter que pour les variables catégorielles, l'effet pour chaque catégorie (par exemple une catégorie d'âge) doit être interprété par rapport à la catégorie de référence (par exemple pour l'âge, la catégorie de référence inclut les moins de 25 ans)⁴³.

Le premier modèle teste l'effet des variables socio-démographiques (modèle explicatif structurel). L'ensemble des variables examinées dans les analyses bivariées ne sont cependant pas introduites. En effet, vu les corrélations prononcées entre niveau de diplôme, revenu annuel et statut socio-professionnel⁴⁴, seul le revenu annuel est introduit comme indicateur socio-économique. Le deuxième modèle teste uniquement l'effet des préférences idéologiques (modèle du vote sur enjeux). Le troisième modèle teste l'effet des deux modèles explicatifs à la fois. Le dernier modèle procède de manière similaire, mais n'introduit pour le modèle idéologique que l'auto-positionnement gauche-droite. Cela permet de répondre à deux problèmes. D'une part, un problème de multicollinéarité entre prédicteurs idéologiques (par exemple, les positionnements à droite sur les matières socio-économiques sont significativement corrélés aux positionnements à droite sur les nouveaux enjeux et corrélés à l'auto-positionnement gauche-droite). L'auto-positionnement est à la fois la variable la plus significative et la plus corrélée aux autres positionnements, et est suffisante pour saisir les préférences idéologiques des électeurs. D'autre part, cela permet de limiter le nombre de non-réponses et de valeurs manquantes, qui réduisent considérablement le nombre de répondants (N) dans le troisième modèle. Notons que pour tous les modèles, les données sont pondérées et que l'option « cluster » par région est utilisée afin de contrôler l'appartenance des individus à l'échantillon wallon ou bruxellois.

Ces modèles nous permettent à la fois d'évaluer le poids respectif des deux modèles explicatifs et de vérifier l'effet des variables mis en évidence dans les analyses bivariées. En effet, en examinant la valeur des *pseudo R²* de chacun des modèles⁴⁵, il est possible de déterminer le pouvoir explicatif de chaque modèle. En comparant les modèles 1 et 2, il apparaît clairement que le modèle idéologique explique une plus grande part de la variance de la variable dépendante que le modèle structurel. Une comparaison entre les modèles 1 et 4 indique d'ailleurs un pouvoir explicatif important de l'auto-positionnement gauche-droite. En d'autres termes, le choix libéral des électeurs sondés dans cette enquête semble s'expliquer davantage par leurs préférences idéologiques que par leurs caractéristiques et leurs appartenances sociales. Toutefois, il est important de garder à l'esprit que les préférences idéologiques des individus – et particulièrement sur les enjeux traditionnels – sont elles-mêmes, en

⁴³ Cette catégorie n'est ni sous- ni surreprésentée dans l'électorat libéral.

⁴⁴ Des modèles non présentés ici ont été réalisés, incluant le niveau de diplôme et/ou le statut professionnel, et ont confirmé l'effet de ces variables sur le vote libéral.

⁴⁵ L'interprétation reste globalement valide lorsque l'on observe les *pseudo R² ajustés* (McFadden).

partie, le produit de leurs appartenances sociales⁴⁶. Les deux types de variables restent pertinents pour expliquer les comportements électoraux. Les *pseudo R²* affichés par les modèles combinés (3 et 4) montrent d'ailleurs que ces variables structurelles et idéologiques ont un pouvoir prédictif assez conséquent du vote libéral.

Tableau 4. Modèles logistiques binaires – Variable dépendante : vote MR (Wallonie et Bruxelles)
– Odds ratio

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
<i>Caractéristiques socio-démographiques</i>				
Age (ref < 25 ans)				
25-34 ans	1,013		,822	,781
35-44 ans	,877***		,675***	,645***
45-54 ans	,676*		,538***	,480***
55-64 ans	2,187***		1,470*	1,390**
> 65 ans	1,678***		1,110	1,095***
Genre (ref, homme)				
	1,054		1,180	1,289
Religion (ref, chrétien/catho)				
Musulman	1,258		1,010	,723
Autre religion	1,324		1,552	1,416
Athée/ sans religion	1,127		1,077	,945
Lieu de résidence (ref, grand centre urbain)				
Banlieue ou petite ville	,770		,696***	,812
Campagne ou village	,819***		,547***	,661**
Revenu annuel (ref, moins de 20 000 euros)				
Entre 20 000 et 40 000 euros	2,433**		2,885***	3,291***
Plus de 40 000 euros	2,650*		2,478***	2,972***
Membre du ménage syndiqué				
	,590*		,643*	,551**
<i>Préférences idéologiques</i>				
Auto-positionnement G-D				
Réduction d'impôt vs services publics		1,353***	1,396***	1,527***
Défavorable à la redistribution		1,188***	1,187***	
Favorable aux sentences lourdes		1,148*	1,122***	
		,994	,973	

⁴⁶ Cependant, une analyse de régression linéaire effectuée dans ce même échantillon montre que l'effet des variables sociodémographiques sur l'auto-positionnement gauche-droite est limité : seule la catégorie d'âge supérieure (plus de 65 ans) semble augmenter de manière significative le positionnement à droite (données pondérées, cluster en région).

Défavorable à plus d'immigrés		1,102***	1,111**	
Favorable à plus de transfert de compétences		1,098***	1,150***	
N	759	758	632	717
Pseudo R ² de McFadden	,058	,161	,219	,171

* Valeur $p < 0,05$; ** $p < 0,01$; *** $p < 0,001$.

En ce qui concerne l'effet des variables socio-démographiques, l'analyse confirme l'effet nul du genre et de la religion, et l'effet significatif du lieu de résidence. Les habitants des petites villes, des villages et des campagnes ont une probabilité moindre de voter pour le MR que les habitants des grands centres urbains, mais l'effet n'est significatif dans tous les modèles que pour les résidents des villages et campagnes. Par ailleurs, la probabilité de voter pour le MR diminue lorsqu'un membre du ménage est affilié à un syndicat.

Deux variables socio-démographiques apparaissent particulièrement déterminantes : l'âge et le revenu annuel. Par rapport aux catégories les plus jeunes, la probabilité de voter pour le MR est plus élevée dans les catégories plus âgées, particulièrement chez les 55-64 ans, et moins probable pour les catégories 35-44 ans et 45-54 ans. Dans le modèle 1, un individu âgé entre 55 et 64 ans a 2,2 fois plus de chances de voter pour le MR qu'un individu de moins de 25 ans et une fois que le positionnement idéologique est contrôlé (modèles 3 et 4), ce rapport passe à 1,4. Pour le revenu annuel, les coefficients sont significatifs tant pour les revenus moyens (entre 20 000 et 40 000 euros par an) que pour les revenus aisés (plus de 40 000). Dans le premier modèle, par rapport à un individu gagnant moins de 20 000 euros, un individu gagnant entre 20 000 et 40 000 ou plus de 40 000 euros, a 2,5 fois plus de chances de voter pour le MR et 3 fois plus, une fois le positionnement gauche-droite contrôlé (modèle 4). Le vote MR est donc plus probable chez des individus appartenant aux classes moyennes et aisées.

L'effet des opinions est globalement vérifié (les coefficients sont supérieurs à zéro et significatifs) : un positionnement vers la droite augmente la probabilité de choisir le MR, excepté sur l'enjeu du *Law and Order*. Ce résultat est cohérent avec les résultats de l'analyse bivariée, qui avait souligné, d'une part, un écart faible entre le score moyen du MR et le score moyen total de l'échantillon sur cet enjeu et, d'autre part, un positionnement plus à droite des électeurs du FDF (quoique non significatif). La valeur des rapports indique que l'auto-positionnement gauche-droite a l'impact le plus important : un déplacement d'une unité sur cet axe gauche-droite multiplie la probabilité de voter pour le MR par 1,4 (modèles 2 et 3), voire 1,5 (modèle 4). En outre, les opinions sur les enjeux socio-économiques apparaissent légèrement plus discriminantes que les opinions sur l'immigration et les transferts de compétences (surtout dans le modèle 2) : ce résultat confirme les analyses bivariées et indique un ancrage électoral plus fort du MR sur le clivage socio-économique que sur les nouveaux enjeux.

Conclusion

Qui sont aujourd'hui les électeurs libéraux francophones ? Ce chapitre a examiné le profil des électeurs du MR sous deux angles : l'angle socio-démographique et l'angle idéologique. Les électeurs libéraux francophones proviennent tendanciellement des classes sociales moyennes à aisées, vivant en milieu urbain et de toutes confessions ou orientation philosophique. Ils se définissent plutôt à droite. Cette orientation se traduit significativement dans leurs opinions sur les enjeux socio-économiques, au premier rang desquels figure l'enjeu de la fiscalité et, dans une moindre mesure, sur les nouveaux enjeux du *Law and Order* et de l'immigration. Sur les questions d'ordre culturel, leurs préférences sont hétérogènes, divisées entre valeurs progressistes et conservatrices. Ces tendances ne sont pas neuves, mais attestent de la stabilité du profil des électeurs libéraux francophones. Elles témoignent aussi d'une certaine congruence entre programme du parti et préférences des électeurs. Le repositionnement idéologique effectué par le MR dans les années 1960 semble se refléter encore aujourd'hui dans la composition sociale et les opinions de son électorat.

Néanmoins, des évolutions sont à noter. Autrefois parti assez « masculin », l'électorat du MR semble s'être féminisé. Décrit, il y a quelques années, comme un parti attirant des catégories d'âge moyen, son électorat a vieilli. Par ailleurs, ce chapitre met en lumière des divergences entre les électorats libéraux de Wallonie et de Bruxelles. Au niveau socio-démographique, l'électorat libéral bruxellois apparaît plus diplômé et plus aisé que l'électorat libéral wallon. Davantage parti de classe moyenne et de petits indépendants en Wallonie, le MR apparaît à Bruxelles comme le parti des nantis. Le FDF, aujourd'hui DÉFI, joue très certainement à Bruxelles un rôle majeur de catalyseur de l'électorat libéral des classes plus modestes. Les scores idéologiques de l'électorat de cet ancien partenaire le situent d'ailleurs au centre-gauche sur les enjeux socio-économiques, le rapprochant du courant social-libéral, et à droite sur les nouveaux enjeux : une niche attractive dans le contexte bruxellois, qui lui permet de concurrencer le parti libéral historique. En outre, la concurrence semble aussi se jouer sur l'enjeu du transfert de compétences. Ces différences pourraient aller croissant avec la dissolution progressive de l'Etat fédéral, l'exacerbation de la question du statut de la région-capitale et l'implantation durable des Démocrates fédéralistes indépendants en tant que force politique de premier plan à Bruxelles.